

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, Allées Marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 13/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NEXSTONE

JOUANLANE

40 270 Cazeres-Sur-L'adour

Références : UbD40-64/D2026

Code AIOT : 0005204071

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement NEXSTONE implanté au lieu dit Jouanlane 40 270 Cazeres-sur-l'Adour. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cessation partielle d'activité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXSTONE
- Jouanlane 40270 Cazeres-sur-l'Adour
- Code AIOT : 0005204071
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société E.M.G.A. a été autorisée à exploiter, par arrêté préfectoral PR/DAGR/2001/n°830 du 12/12/2001 modifié, une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de Cazères-sur-l'Adour (rive droite).

L'autorisation a été accordée pour une durée de 20 ans sur une superficie de 19,5 ha.

À cette activité d'extraction était associée une installation de concassage et de criblage des matériaux, d'une puissance totale de 1 700 kW, ainsi que l'exploitation d'une station de transit de produits minéraux, d'une superficie de 74 000 m².

L'accueil et le traitement de matériaux inertes sont autorisés par l'arrêté préfectoral complémentaire PR/DRLP/2012/n°772 du 11/12/2012.

Par arrêté préfectoral complémentaire DCPAT-BDLIT 2018-550 du 04/10/2018, le transfert de l'autorisation a été acté au profit de la société Bétons Granulats Occitans.

Par arrêté préfectoral complémentaire DCPAT-BDLIT 2019-170 du 11/04/2019, le transfert de l'autorisation a été acté au profit de la société GAÏA.

Par arrêté préfectoral complémentaire DCPAT-BDLIT n°2021-76 du 11/03/2021, le transfert de l'autorisation a été acté au profit de la société CMGO.

Par arrêté préfectoral complémentaire DCPAT-BDLIT n°2021-167 du 21/05/2021 a été acté l'arrêt de l'exploitation de la carrière, la réduction du périmètre de l'autorisation, la poursuite de l'activité de traitement et de transit de granulats et le maintien des prescriptions relatives à la remise en état du site.

Une centrale d'enrobage à chaud est autorisée sur l'emprise par l'arrêté préfectoral DAECL 2017-n°543 du 19/09/2017.

Par arrêté préfectoral complémentaire DCPAT-BDLIT n°2021-72 du 11/03/2021, le transfert de l'autorisation d'exploiter une centrale d'enrobage à chaud a été acté au profit de la société CMGO.

Les installations sont également soumises aux prescriptions générales :

- de l'arrêté du 26/11/12 relatif aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 ;
- de l'arrêté du 10/12/13 relatif aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 25/10/2023, article L. 512-6-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La cessation de l'activité relevant du régime de l'autorisation sous le numéro de rubrique 2510 est actée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

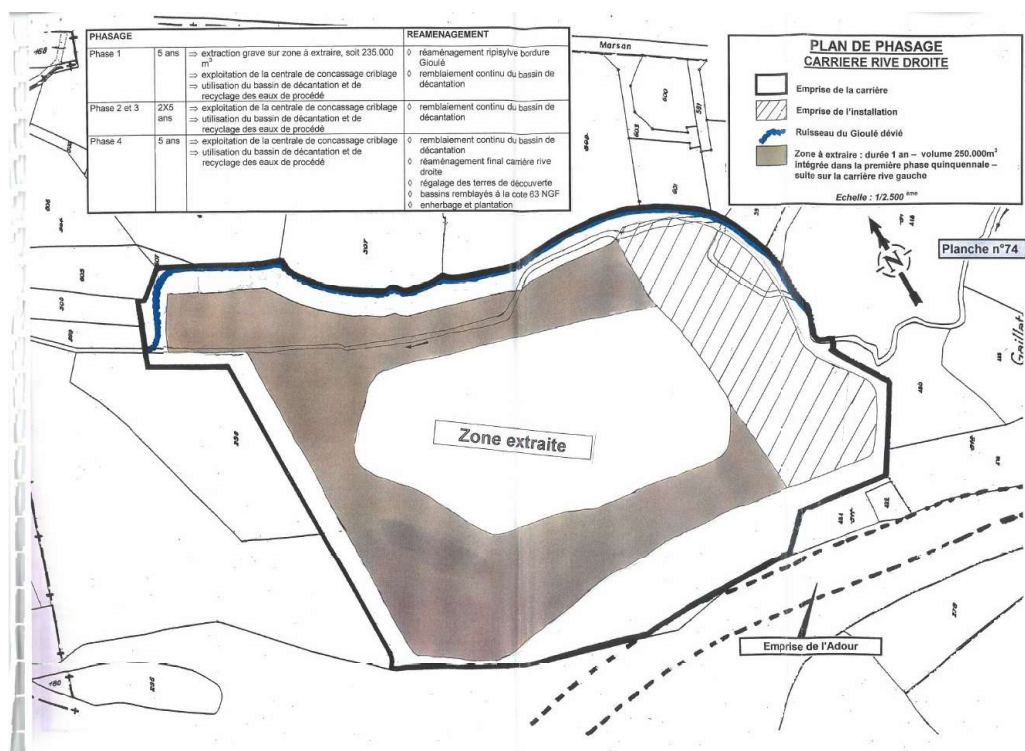
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/10/2023, article L. 512-6-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : Lorsqu'une installation autorisée avant le 1 ^{er} février 2004 est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé conjointement avec le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et, s'il ne s'agit pas de l'exploitant, le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation. [...]
Constats : Les sociétés EMGA, GAMA, BGO, GAIA puis CMGO se sont succédées dans l'exploitation de la carrière de matériaux alluvionnaires et du site de traitement situés sur la commune de Cazères-sur-l'Adour aux lieux-dits « Jouanlanne » et « Gaillat ». Ce site, ouvert en 2001, a fait l'objet d'une activité d'extraction sur les 2 premières années. Après cela, seules des activités de traitement de matériaux de carrière, négoce et production d'enrobés à froid ont été exploitées. L'activité d'extraction (rubrique 2510-1), déjà arrêtée depuis 2004, n'a pas été prolongée. Cependant, il n'y a jamais eu de notification de cessation pour cette rubrique. S'agissant d'une cessation intervenue antérieurement à l'évolution réglementaire du 1 ^{er} juin 2021, imposant de faire attester par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués la remise en état, une demande de cessation partielle d'activité a donc été effectuée sans la prise en compte de la loi dite « ASAP ». Un dossier de cessation partielle de l'activité soumise à autorisation sous le numéro de rubrique 2510 a été déposé le 06 mai 2025. La cessation de l'activité 2510-1 concerne la totalité du site qui accueille désormais une activité de traitement de granulats et de transit de produits minéraux inertes. La visite d'inspection du 02 avril 2026 a été menée dans le cadre du récolement du dossier de cessation partielle de l'activité. Contexte L'autorisation d'exploiter a été accordée à la société CMGO par arrêté préfectoral PR/DAGR/2001/n°830 du 12 décembre 2001 pour une durée de 20 ans. Cette autorisation a été modifiée par arrêtés PR/DAGR/2007/n°194 du 20 mars 2007, PR/DAGR/2007/n°711 du 27 novembre 2007 et DCPAT-BDLIT n° 2021-167 du 21 mai 2021. La superficie totale autorisée est de 195 057 m ² , avec une production maximale annuelle autorisée de 750 000 tonnes. A noter que du fait de la réorganisation au sein du groupe COLAS, la société CMGO est devenue NEXSTONE en 2025. Le projet initial, acté par arrêté préfectoral du 12 décembre 2001, prévoyait l'extraction du gisement alluvionnaire sur 20 ans en quatre phases de cinq ans selon le plan de phasage suivant : « L'exploitation du site s'effectuera en quatre phases de cinq ans, conformément au plan annexé au présent arrêté.

La première phase consistera en l'extraction d'un volume de 235 000 m³ qui sera effectuée après avoir dévié le ruisseau du Gioulé et renforcé la ripisylve en bordure de celui-ci. Cette extraction d'une durée de deux ans sera suivie de l'exploitation de l'installation et des bassins de décantation.

En phase 2, 3, 4, aucune extraction ne sera réalisée. L'activité rive droite consistera au fonctionnement de la nouvelle installation de traitement des matériaux avec ses bassins d'eau claire et de décantation.

La fin de la phase 4 consistera au réaménagement définitif du site. »

Seule la première phase d'exploitation a été réalisée permettant l'extraction d'environ 235 000 m³ de matériaux alluvionnaire durant 2 ans. Depuis 2003/2004 il n'y a plus d'opération d'extraction sur ce site.



La zone qui fait l'objet de la cessation partielle d'activités est située sur les parcelles suivantes :

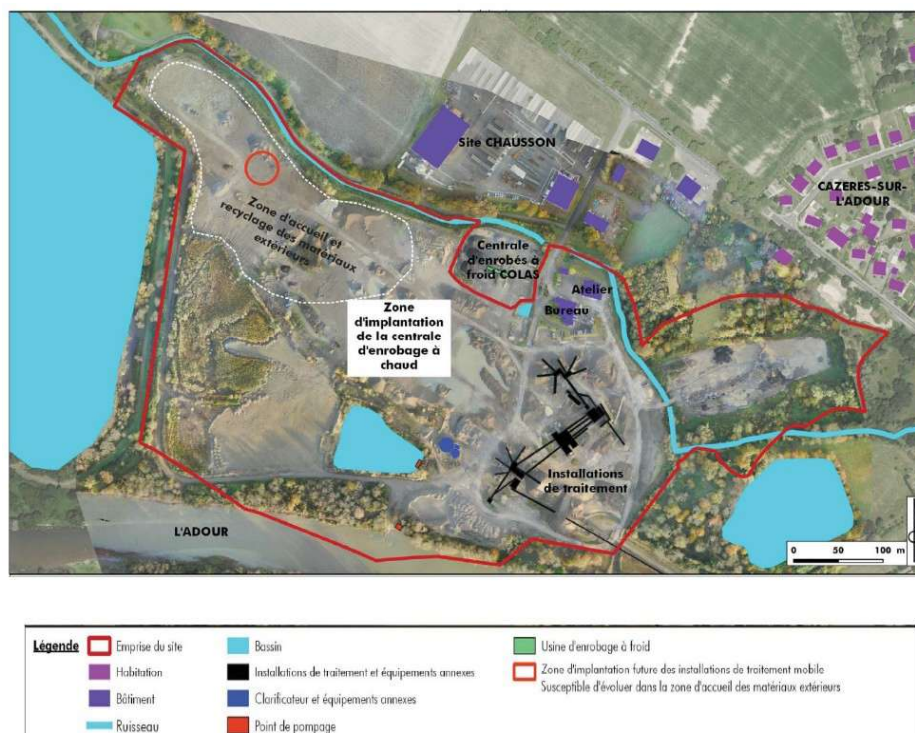
Lieu-dit	Section	N° de parcelle	Superficie en m²
Jouanlanne	D	716p	15 ha 49 a 83 ca
		718	1 ha 68 a 18 ca
		810	2 ha 01 a 12 ca
		310	0 ha 31 a 44 ca
Gaillat		677	3 ha 67 a 00 ca
		682	00 ha 08 a 96 ca
Total	23 ha 26 a 53 ca		

Les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2001 ont été abrogées par l'arrêté préfectoral DCPAT-BDLIT n° 2021-167 du 21 mai 2021, notamment les dispositions de l'article 17 relatives à la remise en état. Un plan d'ensemble, joint en annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2021 remplace les plans plans de phasage d'exploitation et de remise en état annexés à l'arrêté du 12 décembre 2001.

Les modalités de remise en état sont désormais fixées à l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2021 :

« La remise en état du site doit comporter les mesures suivantes :

- mise en sécurité du site,
- nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site, notamment les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou les sols sont vidangées, dégazées et retirées,
- insertion satisfaisante dans le paysage de l'espace affecté par l'autorisation, compte tenu de la vocation ultérieure du site,
- arasement des stocks et des merlons, nettoyage des terrains et enlèvement de tout matériel et de tout dépôt végétal ou minéral,
- remblayage définitif des bassins d'eau claire et de décantation,
- reprofilage des zones remblayées jusqu'à la cote 63 m NGF,
- modelage harmonieux des terrains par régilage de stériles et de la terre végétale, conformément aux éléments contenus dans le dossier initial de demande d'autorisation,
- reprise naturelle d'espèces spécifiques à la ripisylve,
- plantation d'arbustes et épineux présents naturellement dans le secteur. »



Constatations :

Le 2 avril 2026, nous nous sommes rendus sur place et avons constaté que les conditions de remise en état de la carrière sont compatibles avec l'usage actuel du site réglementé par les dispositions de l'arrêté préfectoral PR/DAGR/2001/n°830 du 12 décembre 2001 et de l'arrêté préfectoral DCPAT-BDLIT n° 2021-167 du 21 mai 2021 :

- le site se présente sous la forme d'une plateforme empierrée accueillant les installations de traitement et de transit de matériaux de carrières, avec présence d'un plan d'eau ;
- il n'y plus de centrales d'enrobage ;
- le site est entièrement clôturé.

L'exploitant devra faire intervenir un bureau d'étude agréé dans le domaine des sites et sols pollués lors de la cessation définitive des activités classées, afin de faire attester la conformité des travaux de réhabilitation et de remise en état avec les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2021-167 du 21 mai 2021.

L'arrêté préfectoral n° 2021-167 du 21 mai 2021, complétant l'arrêté PR/DAGR/2001/n°830 du 12 décembre 2001 et enregistrant le changement d'exploitant, a acté la suppression de la rubrique 2510. L'obligation de constituer des garanties financières a été abrogée.

Il est donné acte de la cessation partielle de l'activité classée sous le numéro de rubrique 2510, sous la forme d'un procès-verbal de récolement joint au présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite